

Provenance globale

Revisiter les patrimoines
accaparés à l'aune
de collaborations
inclusives ?



Palais
de Rumine
Lausanne, Suisse
28-29 janvier 2021

Appel à participation
à une conférence dans le cadre
de l'exposition « Exotic?
Regarder l'ailleurs en Suisse
au siècle des Lumières »

Provenance globale.
Revisiter les patrimoines accaparés
à l'aune de collaborations inclusives ?

28-29 janvier 2021
Palais de Rumine, Lausanne, Suisse
Appel à participation à une conférence

L'exposition *Exotic ? Regarder l'ailleurs en Suisse au siècle des Lumières*, qui se tiendra du 24 septembre 2020 au 28 février 2021 au Palais de Rumine, présentera des collections variées issues de différents musées (art, ethnographie, histoire, histoire naturelle, histoire des sciences), ainsi que de centres d'archives et de bibliothèques¹. La sélection de ces biens (objets, iconographie, spécimens naturels) s'est appuyée sur deux critères précis : ils devaient avoir été collectés en Asie, en Afrique, dans les Amériques ou en Océanie, et/ou avoir été transformés en Europe. Leur présence devait, en outre, être attestée au sein de la Confédération ou de ses Républiques alliées au XVIII^e siècle. Un travail de contextualisation historique a été nécessaire pour respecter ces critères. Il a soulevé notamment la question de la provenance des items étudiés.

En Suisse, la recherche en provenance prend de l'importance depuis une trentaine d'années au moins. Si les financements institutionnels sont largement consacrés à la recherche relative aux œuvres d'art spoliées à l'époque du National-Socialisme (1933-1945), le contexte des violences coloniales est également traité, de manière prioritaire par les musées concernés, et ceci parfois bien avant que les problématiques soulevées ne soient mises sur le devant de la scène. Ainsi, depuis la première moitié du XX^e siècle, les biographies des biens culturels non-européens ont été questionnées dans les musées suisses, pour aboutir parfois à des restitutions d'objets sacrés² et de restes humains³ à leurs communautés d'origine. Cette problématique patrimoniale est soutenue par la recherche axée sur l'investissement colonial et la critique des relations asymétriques,

d'ordre politique, économique ou religieux entretenues par des citoyen•ne•s suisses sur tous les continents. Désormais, les principes d'éthique relationnelle et les pratiques décoloniales doivent être appliqués plus largement à la conservation de biens culturels.

À l'international, les anciennes nations impérialistes sont de longue date interpellées par des pays et des communautés sources réclamant le retour de leur patrimoine confisqué ; souvenons-nous par exemple de l'appel déjà lancé en 1978 par le directeur de l'UNESCO, Amadou-Mahtar M'Bow⁴. Après des décennies d'un dialogue laborieux⁵, les ayants-droits culturels ont enfin pu se fédérer, à partir de 2007, autour de la déclaration onusienne sur les droits des peuples autochtones pour exiger la transparence des inventaires des collections muséales, l'accès à leurs objets sacrés, leur réappropriation culturelle voire leur restitution⁶. Ces questions, étudiées dans les institutions patrimoniales, manquent toutefois de visibilité. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que les items, les archives et la documentation d'une seule et même collection d'origine sont souvent éparpillés dans plusieurs institutions qui les conservent à une échelle nationale, voire internationale. Seule une structure collaborative impliquant l'ensemble de ces institutions permettrait d'établir une analyse globale sur la question des provenances. Dans ce contexte, nous souhaitons enrichir la vision critique que les institutions patrimoniales portent sur les collections et leur histoire tout en examinant leurs liens avec les questions politiques et idéologiques dans lesquelles elles sont inévitablement prises.

Cet appel à participation prend donc comme point de départ le cas suisse pour inviter des universitaires internationaux en sciences-naturelles et en sciences humaines, ainsi que des professionnel·le·s de musées (zoologie, géologie, botanique, archéologie, histoire, histoire de l'art et ethnologie) à proposer des contributions qui porteront autant sur des aspects historiques que contemporains, pratiques que théoriques sur la question générale de la recherche en provenance, de la restitution et de la création de liens d'échanges et de partenariats avec les pays, communautés ou personnes issues de régions d'où proviennent les collections. Il s'agit d'aborder la question de manière interdisciplinaire et critique. Ainsi, les participant·e·s sont invité·e·s (pour exemple, et de manière non-exhaustive) à :

- Discuter la pratique contemporaine des recherches en provenance : structure, financement, partage. À qui profite aujourd'hui les recherches en provenance ? Les discours de transparence servent-ils réellement les collections et les intérêts des communautés sources, ou font-ils partie d'un mouvement de communication et de promotion des institutions patrimoniales ?
- Questionner la visibilité des projets portant sur le volet patrimonial des violences coloniales. Quelles sont les « réparations » proposées aux communautés sources, notamment en termes de nouveaux échanges équitables avec les institutions ? Quelles sont les transformations décoloniales et inclusives opérées au sein des institutions ?
- Présenter des cas concrets mettant en jeu le patrimoine conservé par des musées en relation avec les lieux d'où ils sont issus, en cherchant à y porter un regard critique et réflexif analysant autant les apports que les limites ou les apories des processus réalisés. Les questions de provenance offrent-elles, par ailleurs, un terrain privilégié (mais

aussi limité) à la création contemporaine engagée d'artistes revendiquant leur appartenance à une communauté source ?

- Interroger les politiques d'acquisitions actuelles et à venir. Par exemple en quoi le protocole *Nagoya*, sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (APA), change-t-il la manière d'acquérir ? Quelles seront les retombées réelles pour les communautés sources ?
-

1. Cette exposition est le résultat d'un programme de recherche *The Exotic* ? : <http://theexotic.ch/> financé par le Fonds National Suisse de la Recherche (2016–2022). Noémie Etienne, Chonja Lee et Claire Brizon en sont les commissaires.
2. Qui parfois remontent aux années 1920. Voir par exemple : <https://plone.unige.ch/art-adr/cases-affaires/chasuble-2013-paraguay-et-musee-d2019ethnographie-de-neuchatel-et-francois-machon>.
3. En 1992, la Ville de Genève rend à la Nouvelle-Zélande, sous forme d'un prêt, une tête maorie appartenant aux collections du Musée d'ethnographie. En 2011, ce prêt se transforme en une véritable restitution. On peut également citer la restitution à la Bolivie, en 2014, d'une statuette du dieu de l'abondance Ekeko conservée au Musée d'histoire de Berne.
4. Disponible sur le site de l'UNESCO : http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/pdf/discours_mbow_retour_fr.pdf.
5. À titre d'exemples, la loi fédérale américaine "The Native American Graves Protection and Repatriation Act" (NAGPRA) est entrée en vigueur en 1990. L'« Australian Institute of Aboriginal and Torres Strait Islander Studies » (AIATSIS) œuvre lui, depuis 1989, à la défense de l'héritage culturel des communautés qui le composent.
6. Voir la déclaration dans sa version mise à jour en 2018 : https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIIP_F_web.pdf

Les propositions de communication
— pour une présentation de 20 minutes
maximum — devront compter entre
250 et 300 mots et être accompagnées
d'une **courte biographie** avec la mention
de quelques publications
(max. 10 lignes).

Elles sont à soumettre par courriel à
Claire Brizon : claire.brizon@ikg.unibe.ch,
Floriane Morin : Floriane.Morin@ville-ge.ch
et Olivier Schinz : Olivier.Schinz@ne.ch,
avant le **31 mai 2020**.

Les frais de déplacement, d'hébergement
et de restauration des communicants
retenus seront pris en charge
par l'organisation.

Comité scientifique

MA Claire Brizon
(Université de Berne),
Dr. Carine Ayélé Durand
(Musée d'ethnographie de Genève),
Prof. Noémie Etienne
(Université de Berne),
Dr. Kane Mamadou Hadiya
(Musée national de Mauritanie),
MA Floriane Morin
(Musée d'ethnographie de Genève),
Dr. Lionel Pernet
(Musée cantonal d'archéologie
et d'histoire, Lausanne),
Dr. Michel Sartori
(Musée cantonal de zoologie,
Lausanne),
Dr. Olivier Schinz
(Musée d'ethnographie de Neuchâtel),
Lic. Phil. Esther Tisa Francini
(Rietberg Museum, Zurich).

Bibliographie

Thomas David, Bouda Etemad
et Janick Marina Schaufelbuehl, *La Suisse
et l'esclavage des Noirs*, Lausanne,
Ed. Antipodes (Collection Histoire), 2005.

Larissa Förster, Iris Edenheiser, Sarah Fründt, et al.
*Provenienzforschung zu ethnografischen Sammlungen
der Kolonialzeit. Positionen in der aktuellen Debatte*,
Humboldt-Universität zu Berlin, 2018.

Patricia Purtschert et Harald Fischer-Tiné éd.,
*Colonial Switzerland: Rethinking Colonialism
from the Margins*, Cambridge Imperial
and Post-Colonial Studies Series, Basingstoke,
Palgrave Macmillan, 2015.

Felwine Sarr et Bénédicte Savoy,
*Rapport sur la restitution du patrimoine
culturel africain. Vers une nouvelle éthique
relationnelle*, novembre 2018.

Bénédicte Savoy, *Objets du désir, désir d'objets :
Leçon inaugurale prononcée le jeudi 30 mars 2017*,
Paris, Collège de France, 2017.

Béatrice Veyrassat, *Histoire de la Suisse
et des Suisses dans la marche du monde (XVII^e siècle
– Première Guerre mondiale) : espaces, circulations,
échanges*, Neuchâtel, Livreo-Alphil
(Collection Les routes de l'histoire), 2018.

Partenaires

